**SECRETARY-GENERAL'S PEACEBUILDING FUND**

**MODELE DE RAPPORT DE PROGRES DE PROJET PBF**

**RAPPORT DE PROGRES DE PROJET PBF**

**PAYS:** 'Côte d'Ivoire

**TYPE DE RAPPORT: SEMESTRIEL, annuEl OU FINAL** 'SEMESTRIEL

**date DE RAPPORT:** 'octobre

|  |
| --- |
| **Titre du projet:** 'Appui au processus démocratique et de consolidation de la paix en Côte d’Ivoire **Numéro Projet / MPTF Gateway:** '001 |
| **Modalité de financement PBF:**[x]  IRF [ ]  PRF | **Si le financement passe par un Fonds Fiduciaire (“Trust fund”):** [ ]  Fonds fiduciaire pays[ ]  Fonds fiduciaire régional**Nom du fonds fiduciaire:** ' |
| **Liste de toutes les agences récipiendaires des fonds PBF (en commençant par l'agence chef de file), avec le type d'organisation (ONU, ONG etc):**-' PNUD, ONU-FEMMES, **Liste d'autres partenaires de mise en œuvre (gouvernementaux ou non-gouvernementaux):**-' Société de développement des forêts, Conseil National de la Jeunesse, Association « Femmes et TIC », ONG ASAPSU, ONG DRAO, ONG IMPACTUM, ONG IDEF, ONG APDVH , GNTCI , PBF , Commission Electorale Indépendante, Institut Gorée de Dakar , National Democratic Institute, Le compendium des compétences féminines de Côte d’Ivoire , L’Association des Femmes Juristes de Côte d’Ivoire, La Concertation Interpartis pour des Elections Démocratiques, Le réseau des femmes leaders Africaines , Le Forum des femmes des partis politiques, Ministère de la Solidarité, de la Cohésion Sociale et de la Lutte Contre la Pauvreté (MSCSIV), Ministère de l’Intérieur et de la Sécurité ,  |
| **Date de début du projet[[1]](#footnote-1):** '10/09/2018**Durée du projet en mois :[[2]](#footnote-2)** '18 mois (31 Mars 2020) |
| **Est-ce que le projet fait part d'une des fenêtres prioritaires spécifiques du PBF:**[ ]  Initiative de promotion du genre[ ]  Initiative de promotion de la jeunesse[x]  Transition entre différentes configurations de l'ONU (e.g. sortie de la mission de maintien de la paix)[ ]  Projet transfrontalier ou régional |
| **Budget PBF total approuvé\* (par agence récipiendaire):** PNUD **:** $ 1000000ONU-FEMMES **:** $ 200000.000000001  **:** $  **:** $ Total: 1,200,000 $US *\*Le budget total approuve et le transfert de la deuxième tranche, ou toute tranche subséquente sont conditionnelles, et sujettes à l'approbation de PBSO, et a la disponibilité des fonds dans le compte de PBF***Combien de tranches ont déjà été perçues par le projet:** Une tranche sur 2 a été reçue, représentant 70% du budget global |
| **Préparation du rapport:**Rapport préparé par: Arsène ASSANDERapport approuvé par: Giscard KOUASSILe Secrétariat PBF a-t-il revu le rapport: Oui-Commentaire du Secrétariat PBF sur le rapport: Acceptable-Est-ce que le projet a déjà participé dans un exercice d'évaluation ? Si oui, lequel et veillez attacher le rapport: - |

**NOTES POUR REMPLIR LE RAPPORT:**

- Évitez les acronymes et le jargon des Nations Unies, utilisez un langage général / commun.

- Soyez aussi concret que possible. Évitez les discours théoriques, vagues ou conceptuels.

- Veillez à ce que l'analyse et l'évaluation des progrès du projet tiennent compte des spécificités du sexe et de l'âge.

**PARTIE 1: PROGRES DES RESULTATS DU PROJET**

* 1. **Progrès global du projet actuellement**

Expliquer brièvement l'état global de mise en oeuvre du projet en termes de cycle de mise en œuvre, y compris si toutes les activités préliminaires / préparatoires ont été achevées (limite de 1500 caractères):

 Au cours de cette année, ce sont deux grandes composantes qui sont exécutées à savoir la&nbsp; conduite des activités de dialogue politique et les sensibilisations dans les grandes écoles et universités. Les ressources ont été mises à la disposition du partenaire de mise en oeuvre notamment le National Democratic Institute (NDI) qui a entamé la mise en place des cadres de concertation interpartis de dialogue pour des élections démocratiques.

Compte tenu de la situation / besoins de transition politique / de consolidation de la paix / situation actuelle / récente dans le pays, le projet a-t-il été / est-il toujours **pertinent et bien placé** pour traiter les facteurs de conflit / sources potentielles de tensions? Veuillez illustrer concrètement. Si le projet est toujours en cours, des ajustements sont-ils nécessaires? (Limite de 1500 caractères)

 Les problèmes identifiés comme causes profondes de la longue crise militaro-politique qu’a connue le pays demeurent et des événements récents montrent que les tensions communautaires, l'accès à l’identité, les conflits fonciers à travers l’instrumentalisation de la jeunesse et des femmes continuent d'être les principaux déclencheurs de conflits. Les activités du projet focalisées sur l'appel à la non violence par les jeunes et les femmes demeurent encore pertinentes. L'instrumentalisation des jeunes et des femmes lors des élections de 2010, 2015 et 2016 en est une illustration; d'où l'importance de continuer les interventions en faveur de ces groupes, principales cibles des violences. Les cas de violences enregistrées lors des récentes élections locales viennent confirmer, encore une fois de plus, que la problématique de la violence en période électorale s’exacerbe quasi-systématiquement dans toutes les localités en raison des nombreux enjeux tant au niveau local qu’au niveau national. Malgré les actions de formations et de sensibilisations initiées en vue de prévenir la violence durant les dernières élections locales, plusieurs cas de violences ont émaillés lesdites élections. Néanmoins, il ressort de ces dernières élections locales que le dialogue entre les acteurs politiques dans une localité permet d’apaiser le discours et d’éviter la violence. D'où la nécessité de poursuivre ces actions de sensibilisation qui seront renforcées par le dialogue politique.

En quelques phrases, résumez ce qui est **unique / innovant / intéressant** par rapport à ce que ce projet essaie / a tenté d'accomplir ou son approche (plutôt que de lister les progrès de l'activité) (limite de 1500 caractères).

 Face à la recrudescence de violences liées à la politique dans certaines localités, le dialogue politique se présente comme un outil efficace pour prévenir les tensions. Le projet accompagne effectivement la mise en place de plateformes multipartites dans les localités qui ont connu des violences en période électorale. Cette initiative permet de créer un cadre de concertation permanent entre les acteurs politiques au niveau local. Egalement, le projet utilise une approche basée sur la participation des jeunes aux échéances électorales. Pour ce faire, un accent particulier est mis sur les sensibilisations dans les écoles et universités à travers les clubs de paix, visant à doter principalement les jeunes de connaissances nécessaires en matière de culture démocratique. Toutes ces actions se situent dans la prévention des conflits pouvant naître des élections à venir.

Compte tenu du moment dans le cycle de mise en œuvre du projet, veuillez **évaluer les progrès globaux** de ce projet vers les résultats à ce jour (faire le choix entre trois options):

En quelques phrases, résumez les **progrès / résultats majeurs de consolidation de la paix** du projet (avec preuves), que PBSO peut utiliser dans les communications publiques pour mettre en évidence le projet (limite de 1500 caractères) :

 La mise en place des antennes de la Concertation Interpartis pour des Elections Démocratiques (CIED) dans les localités de Gagnoa et Lakota répond au besoin de prévenir les conflits électoraux à travers des échanges permanents entre les acteurs politiques au niveau local. A Lakota, localité qui avait connu des violences lors des élections locales passées, la CIED réunit tous les acteurs politiques notamment ceux du Maire sortant et du Député qui étaient à l'origine des violences. La mise en place de ce cadre d'échanges suscite un intérêt particulier de la part des populations et des autorités locales. Lors de la cérémonie solennelle, les acteurs politiques composant la CIED ont pris l'engagement de prévenir toutes formes de violences en privilégiant les valeurs démocratiques et la promotion du développement local. Egalement, les activités de sensibilisation dans onze grandes écoles et universités ont démarré avec la formation des membres des clubs de paix sur la culture de la démocratie, la citoyenneté et la cohésion sociale.

En quelques phrases, expliquez comment le projet a eu **un impact humain réel**, c'est-à-dire comment il a affecté la vie des personnes dans le pays - si possible, utilisez des citations directes des bénéficiaires que PBSO peut utiliser dans les communications publiques pour mettre en évidence le projet. (limite de 1500 caractères):

 La mise en place des antennes locales de la CIED en vue de promouvoir le dialogue inclusif entre les acteurs politiques au niveau local a été effective dans les localités de Gagnoa et Lakota. Pour ce faire, les acteurs politiques ont été sensibilisés sur les avantages qu'offre la CIED pour prévenir les conflits liés à la politique. Les témoignages au cours de ces séances de sensibilisation démontrent le besoin des acteurs locaux de se détacher de la manipulation des leaders politiques qui alimentent la détérioration de la situation sécuritaire dans leurs localités. Selon M. Daroua Modeste du parti politique RPP: « Même si des tensions existent, même si la méfiance, voire la haine entre les partisans du Maire et son adversaire politique, constitue une réalité sur le terrain, Il n’en demeure pas moins que tous aspirent à se réconcilier, et à trouver un cadre pour œuvrer dans le sens de l’apaisement et de la confiance retrouvée au sein de la population à Lakota. ». Au tour de M. Appia Yao du PDCI-RDA de renchérir : « La CIED est la bienvenue. Ce sera un cadre propice à la discussion. Avec cet outil, nous espérons que ces événements que nous avons vécus ici à Lakota ne se reproduiront plus. Depuis 2010, la cohésion sociale n’existe plus. Ça ne va pas, en plus les violences pendant les élections municipales ont aggrav la situation.»

Si l'évaluation de l'avancement du projet est **sur la bonne voie**, veuillez expliquer quels ont été les **principaux défis** (le cas échéant) et quelles mesures ont été prises pour y remédier (limite de 1500 caractères).

 Le contexte politique ivoirien est marqué par la recomposition des partis politiques caractérisée par le départ du PDCI RDA du RHDP et d'un bicéphalisme au sein du FPI, parti de l'ex-Président de la République Laurent Gbagbo. Les positions se radicalisent à l'approche des élections présidentielles de 2020. Cela se traduit par des arrestations de militants du PDCI, autrefois allié du parti au pouvoir le RDR et de la composition d'une Commission Electorale Indépendante sans la présence des partis politiques d'opposition significatifs. Il faut noter aussi le départ de l'ex-Président de l'Assemblée Nationale de la coalition au pouvoir pour créer le Comité Politique. A ce titre, il déclare sa candidature aux prochaines échéances présidentielles et prend des positions très critiques à l'encontre du pouvoir en place. Face donc à ce contexte, il apparaît difficile de mettre en place une quelconque plateforme réunissant tous ces partis politiques aux intérêts divergents. Pour relever ce défi, l'approche a consisté à sensibiliser les acteurs politiques au niveau local sur la nécessité de la création d'un cadre permanent d'échanges pour prévenir les conflits. C'est une approche qui met en avant la participation exclusive des partis politiques actifs et influents dans les localités à forte tension.

Si l'évaluation de l'avancement du projet est en retard, veuillez énumérer les principales raisons / défis et expliquer quel impact cela a eu / aura sur la durée ou la stratégie du projet et quelles mesures ont été prises / seront prises pour relever les défis / rectifier la progression du projet (limite de 1500 caractères):

 Le projet avance notamment avec la mise en oeuvre des activités de dialogue politique en collaboration avec le NDI et les activités de sensibilisations dans les écoles et universités sur des valeurs de dialogue, de paix et de cohésion sociale.

Veuillez joindre en pièce(s) séparée(s) tout document mettant en évidence ou fournissant plus de preuves de l'avancement du projet (par exemple: publications, photos, vidéos, rapports de suivi, rapports d'évaluation, etc.). Listez ci-dessous ce qui a été attaché au rapport, y compris le but et l'auditoire du document.

Rapport CIED Gagnoa, Rapport CIED Lakota,

* 1. **Progrès par résultat du projet**

L'espace dans le modèle permet d'inclure jusqu'à quatre résultats de projet. Si votre projet a plus de résultats approuvés, contactez PBSO pour la modification du modèle.

**Résultat 1:**  Les acteurs politiques, les jeunes et les femmes notamment des partis politiques et les autres parties prenantes au processus électoral sont engagés dans le dialogue politique pour des élections locales apaisées

Veuillez évaluer l'état actuel des progrès du résultats:

**Résumé du progrès:** Décrire les principaux progrès réalisés au cours de la période considérée (pour les rapports de juin: janvier-juin, pour les rapports de novembre: janvier-novembre, pour les rapports finaux: durée totale du projet), y compris la mise en œuvre les principaux produit (sans énumérer toutes les activités individuelles). Si le projet commence à faire / a fait une différence au niveau des résultats, fournissez des preuves spécifiques pour les progrès (quantitatifs et qualitatifs) et expliquez comment cela a un impact sur le contexte politique et de consolidation de la paix. Dans la mesure du possible, fournissez des exemples spécifiques de changements que le projet a soutenus / contribué ainsi que, lorsque disponibles et pertinents, des citations des partenaires ou des bénéficiaires au sujet du projet et de leur expérience. (Limite de 3000 caractères)

 02 antennes régionales de la Concertation Interpartis pour des Elections Démocratiques (CIED) ont été installées dans les localités de Gagnoa et Lakota, zones à fortes tensions politiques, en vue de promouvoir un dialogue inclusif et soutenu au niveau local. Ces cadres de concertation regroupent les représentants des partis politiques présents dans la localité. Un bureau a été installé dans chaque localité et présenté aux autorités locales. Le contexte socio-politique de chaque localité a été présenté par les acteurs politiques, notamment les sources de tensions qui pourraient créer des violences politiques. Ces échanges se sont déroulés dans un esprit apaisé, démontrant ainsi la volonté des acteurs politiques de préserver la paix et la quiétude au sein de leur localité. La démarche de la CIED ainsi que les objectifs ont été longuement expliqués aux acteurs politiques. Au total, ce sont 50 acteurs politiques dont 10 femmes ont été sensibilisés sur les élections démocratiques. Selon le Préfet de Lakota, la CIED locale se présente comme un cadre privilégié pour débattre des problèmes de sa localité liés en grande partie à la politique comme en témoigne les violences constatées lors des élections locales de 2018. Il renchérit en disant que la CIED qui regroupe toutes les tendances politiques, s’attèlera à apaiser la situation politique dans sa circonscription. Egalement, un atelier national regroupant 16 antennes de la CIED (Korhogo, Mbengué,Tingréla, Ouangolodougou, Man, Guiglo, Bloléquin,Duékoué, Bouaké, Béoumi, Sakassou, Gagnoa,Lakota,Yopougon, Abobo, Koumassi et Anyama) a été organisé pour renforcer les capacités des membres.

**Résultat 2:** Les risques de violences liées au processus et à l’environnement électoral sont réduits à travers la mise en place d’un système d’alerte rapide, flexible et réactif avec l’implication des organisations de jeunes et de femmes pour des élections apaisées.

Veuillez évaluer l'état actuel des progrès du résultats:

**Résumé du progrès:** *(voir les questions données sous Résultat 1)*

 Dans le but d’instaurer un climat apaisé favorable à des prochaines joutes électorales, des campagnes de sensibilisation dans 11 écoles et université sont en cours de préparation. Avec l’appui des clubs de paix des universités, ces sensibilisations permettent de créer des cadres d’échange mettant en valeur le dialogue, la paix et la cohésion. Le processus de sélection du prestataire est en cours de finalisation.

**Résultat 3:** La participation des femmes dans le processus électoral et leur représentativité dans les assemblées élues sont améliorées

Veuillez évaluer l'état actuel des progrès du résultats:

**Résumé du progrès:** *(voir les questions données sous Résultat 1)*

 La loi sur le quota pour une meilleure représentativité des femmes dans les assemblées élues a été adoptée par l'Assemblée Nationale grâce aux sensibilisations et plaidoyers conduits à l'endroit des parlementaires et à l'appui accordé au Ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfant
La stratégie Genre de la CEI pour assurer une prise en compte du genre par les organismes de gestion des élections a été élaborée et validée par ladite commission.
De même Pour assurer une meilleure gestion des collectivités, 40 élues locales ont été renforcées sur leurs missions et mandats, sur l'intégration du genre dans la gestion des collectivités et leur rôle dans la consolidation de la paix au niveau local. Un manuel sur l'intégration du genre dans la gestion des collectivités et la budgétisation sensible au genre a été élaboré et remis officiellement aux élues locales.
Par ailleurs, dans la conduite du projet, un accent a été mis sur la sensibilisation des jeunes filles et leur implication dans le processus démocratique. Plus de 500 jeunes filles ont bénéficié de sensibilisation et peuvent conduire des échanges sur leur implication dans le processus de paix.
Enfin, grâce à la conduite de ce projet dont le but est de contribuer au renforcement de la participation politique des femmes et suite aux activités menées, un programme dénommé la pépinière des jeunes filles en politique a été lancé. Il donnera naissance à un pool de jeunes filles, spécialement formées et outillées, pour devenir des leaders aguerris capables de faire avancer les questions relatives à la participation politique, au leadership et l’accès d’un grand nombre de femmes aux instances de décisions en Côte d’Ivoire. Ce groupe de jeunes filles constituera une force de changement à même d’influencer la mise en œuvre du volet parité hommes et femmes des différents aspects du Plan National de Développement pour l’émergence de la Côte d’Ivoire.

**Résultat 4:**

Veuillez évaluer l'état actuel des progrès du résultats:

**Résumé du progrès:** *(voir les questions données sous Résultat 1)*

 -

* 1. **Questions transversales**

|  |  |
| --- | --- |
| **Appropriation nationale:** Comment le gouvernement national a-t-il démontré son appropriation et son engagement envers les résultats et les activités du projet? Donnez des exemples spécifiques. (Limite de 1500 caractères) | 'Les cadres d'échanges mis en place à travers la CIED composés uniquement d'acteurs politiques nationaux et le renforcement de leurs capacités contribueront à l'appropriation nationale. Egalement, l'implication des universités à travers les clubs de paix qui initient eux-mêmes les activités de sensibilisation au niveau des écoles et universités dénote de l’engagement de ces acteurs locaux.  |
| **Suivi:** Le plan de S & E du projet est-il sur la bonne voie? Quelles sont les méthodes de suivi et les sources de données utilisées? Veuillez joindre tout rapport relatif au suivi pour la période considérée. (Limite de 1500 caractères) | Le projet organise régulièrement des missions de suivi sur le terrain. Cela permet d'apporter les mesures correctives et les orientations nécessaires pour la bonne conduite des activités.  |
| **Évaluation**: Fournir une mise à jour sur les préparatifs de l'évaluation externe pour le projet, surtout si le projet est au cours des 6 derniers mois de la mise en œuvre ou c'est le rapport final. Confirmer le budget disponible pour l'évaluation. (Limite de 1500 caractères) | 'Le projet est en plein dans sa phase d’exécution. . |
| **Effets catalytiques (financiers):** Le projet a-t-il conduit à des engagements de financement spécifiques autres que le PBF? Si oui, de qui et de quel montant? Si non, des tentatives spécifiques ont-elles été faites pour attirer des contributions financières supplémentaires au projet et au-delà? (Limite de 1500 caractères) |  La mise en oeuvre du projet n'a pas conduit, à cette date, à d'autres engagements de financement. Néanmoins, en prélude aux élections présidentielles qui suscitent des inquiétudes au regard du contexte marqué par des tensions et des contestations politiques, des initiatives de mobilisation des ressources auprès des partenaires financiers tels que l'UE, l'USAID et les Ambassades sont en cours. . |
| **Effets catalytiques (non financiers):** Le projet a-t-il créé des conditions favorables pour d'autres activités de consolidation de la paix par le gouvernement / les autres donateurs? Si oui, veuillez préciser. (Limite de 1500 caractères) | En prélude aux élections de 2020, le gouvernement ivoirien, dans l'optique de mobiliser des ressources, a adressé une requête d'appui à l'ONU. Une mission d'évaluation est en préparation dans l'optique de relever les besoins nécessaires pour l'organisation de ces élections dans un environnement apaisé. Les résultats de cette évaluation contribueront à la mobilisation de ressources auprès de différents partenaires en réponse aux besoins exprimés par l'Etat de Côte d'Ivoire. |
| **Stratégie de sortie / durabilité:** Quelles mesures ont été prises pour se préparer à la fin du projet et aider à assurer la durabilité des résultats du projet au-delà du soutien du PBF? (Limite de 1500 caractères) |  La mise en place des cadres d'échanges et des mécanismes locaux tels que les plateformes de dialogue politique et les clubs de paix des universités sont autant de mécanismes qui permettront de poursuivre les initiatives au delà de la fin du projet. Le renforcement de leurs capacités au niveau matériel et technique contribuera à renforcer leurs actions de sensibilisation et de prévention des conflits après la durée du projet. |
| **Prise de risques :** Décrivez comment le projet a réagi aux risques qui menaçaient l'atteinte des résultats. Identifiez de nouveaux risques apparus depuis le dernier rapport, le cas échéant. (Limite de 1500 caractères) |  A l'approche des élections présidentielles de 2020, la situation socio-politique devient de plus en plus préoccupante avec des discours politiques violents. Cette situation impacte la vie des partis politiques au niveau local et risque de perturber les activités de dialogue politique. Le projet accompagne les plans d'action des plateformes de dialogue mis en place en appuyant notamment les activités de renforcement des capacités des membres et les sensibilisations des populations à la culture démocratique et la paix.  |
| **Égalité entre les sexes :** Au cours de la période considérée, quelles activités ont été menées pour adresser les questions d'égalité des sexes ou d'autonomisation des femmes? (Limite de 1500 caractères) |  Le projet met un accent sur la participation des femmes dans les activités de dialogue politique. 17 femmes ont pris part activement aux activités de mise en place des antennes locales de la CIED. Les femmes occupent d'ailleurs la vice présidence des deux bureaux installés.  |
| **Autre:** Y a-t-il d'autres points concernant la mise en œuvre du projet que vous souhaitez partager, y compris sur les besoins en capacité des organisations bénéficiaires? (Limite de 1500 caractères) | <p>RAS</p> |

**1.3 ÉVALUATION DE LA PERFORMANCE DU PROJET SUR LA BASE DES INDICATEURS:** Utiliser le cadre de résultats du projet conformément au document de projet approuvé ou à toute modification - fournir une mise à jour sur la réalisation des indicateurs clés au niveau des résultats et des produits dans le tableau ci-dessous. Veuillez sélectionnez les produits et les indicateurs les plus pertinents avec les progrès les plus pertinents à mettre en évidence. S'il n'a pas été possible de collecter des données sur les indicateurs particuliers, indiquez-le et donnez des explications. Fournir des données désagrégées par sexe et par âge. (300 caractères maximum par entrée)

|  | **Indicateurs** | **Base de donnée** | **Cible de fin de projet** | **Progrès actuel de l'indicateur** | **Raisons pour les retards ou changements** | **Ajustement des cibles (cas échéant)** |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Résultat 1**Les acteurs politiques, les jeunes et les femmes notamment des partis politiques et les autres parties prenantes au processus électoral sont engagés dans le dialogue politique pour des élections locales apaisées | Indicateur 1.1Pourcentage des acteurs politiques, des jeunes et des femmes ayant confiance au processus électoral |   |   | Selon l'enquête menée par l'ENSEA, le Pourcentage des acteurs politiques, des jeunes et des femmes ayant confiance au processus électoral est de (chiffre clé:51.81) |  |   |
| Indicateur 1.2Proportion des parties politiques ayant adhéré au code de bonne conduite qui se conforment effectivement à ses règles avant et pendant les élections et après la proclamation des résultats  | 20% des parties politiques | 75 % des parties politiques | Une enquête de perception à la fin du projet permettra de déterminer ce % (chiffre clé:0) |  |   |
| Indicateur 1.3  |   |   |   |   |   |
| Produit 1.1Une plateforme multipartite de dialogue est mise en place et fonctionnelle | Indicateur 1.1.1Nombre de rencontres périodiques organisées par la plateforme  | - | - |  (chiffre clé:0) | La Plateforme sera mise en place dans le cadre du partenariat avec NDI |   |
| Indicateur 1.1.2Nombre d’acteurs politiques et membres d’OSC qui ont leurs capacités renforcées en matière de dialogue politique Proportion des parties politiques ayant adhéré au code de bonne conduite | 75 acteurs des partis politiques et des membres des OSC formés20% | Au moins 5 leaders par parti politique, OSC formés 80 % des parties politiques | 80 acteurs politiques formés sur le dialogue politique (chiffre clé:80)  |   |    |
| Produit 1.2Les partenaires nationaux sont appuyés pour promouvoir une image positive et non violente du processus électoral | Indicateur 1.2.1Nombre de dialogues initiés par les leaders religieux et communautaires  | 0 | Au moins 25 dialogues initiés |  (chiffre clé:23) |  |   |
| Indicateur 1.2.2Nombre de campagnes de sensibilisation et de dialogue sur des élections sans violences menées par les partenaires nationaux  | 17 campagnes au niveau local pour des élections non violentes organisées par les OSC  | Au moins une campagne dans chaque localité cible du projet (25 campagnes)  |  (chiffre clé:160)  |   |    |
| Produit 1.3La capacité des jeunes et des femmes des partis politiques est renforcée en matière d’élections et de paix | Indicateur 1.3.1Nombre de jeunes (par sexe) capable d’utiliser l’outils BRIDGE | 30 membres de 7 OSC de la Plateforme des jeunes et des femmes formés BRIDGE | 100 jeunes pairs formateurs dont 50 femmes  |  (chiffre clé:75) |  |   |
| Indicateur 1.3.2Nombre de causeries-débats et de sensibilisations de proximité initié par la plateforme des clubs de paixNombre de jeunes affiliés aux partis politiques en matière de dialogue et actions non violentes | 7 causeries débats organisés par les Club de paix opérationnels dans les universités et grandes écoles00 | Au moins 4 causeries-débats et de sensibilisations de proximité organisées par chaque club de paix soit 11 causeries en valeur cumuléeAu moins 100 jeunes dont 50 femmes | Le partenariat avec les clubs de paix est en cours de finalisation (chiffre clé:0)  |   |    |
| **Résultat 2**Les risques de violences liées au processus et à l’environnement électoral sont réduits à travers la mise en place d’un système d’alerte rapide, flexible et réactif avec l’implication des organisations de jeunes et de femmes pour des élections apaisées.  | Indicateur 2.1Proportion de cas incidents signalés par la plateforme de veille situationnelle mise en place  | 90% des cas signalé lors de l’élection présidentielle de 2015 | 100% des cas signalés  | 100% dans les zones d'intervention du projet (chiffre clé:100) |  |   |
| Indicateur 2.2Nombre d’incidents sécuritaires signalée pendant les élections locales dans les zones cibles du projet | 2 cas de violences enregistrés à Divo lors des élections législatives | 0 cas de violence dans les zones cibles du projet |  (chiffre clé:5) |  |   |
| Indicateur 2.3  |   |   |   |   |   |
| Produit 2.1Une plateforme de veille situationnelle avec l’appui technique des organisations de jeunes et de femmes pour des élections apaisées et transparentes est mise en place et fonctionnelle | Indicateur 2.1.1Nombre d’organisations de jeunes et de femmes qui participent régulièrement au sein de la plateforme de veille | 07 (organisations membres de la précédente plateforme de 2015) | Toutes les OSC impliquées dans le processus électoral  |  (chiffre clé:8) |  |   |
| Indicateur 2.1.2Proportion de plaidoyers initiés par la Plateforme de veille par rapport aux cas référés | - | Au moins 90% de plaidoyers pour les cas référés |  (chiffre clé:100) |  |   |
| Produit 2.2La Commission électorale indépendante est appuyée et promeut le dialogue et la paix | Indicateur 2.2.1Nombre de personnel (par sexe) de la CEI qui ont la capacité renforcée sur le programme BRIDGE |  00 | Tout le personnel technique de la CEI |   |   |   |
| Indicateur 2.2.2Proportion d’alertes reçues, traitées par la CEI | - | 80% des alertes reçues, traitées et/ou en cours de traitement |  (chiffre clé:100) |  |   |
| Produit 2.3  | Indicateur 2.3.1  |   |   |   |   |   |
| Indicateur 2.3.2  |   |   |   |   |   |
| **Résultat 3**La participation des femmes dans le processus électoral et leur représentativité dans les assemblées élues sont améliorées  | Indicateur 3.1Taux de participation des femmes dans le processus électoral | 49,52% | Au moins 60% des femmes inscrites sur la liste électoral participent au vote | le pourcentage des femmes inscrites sur la liste électoral est passé de 42,52 à 62 (chiffre clé:62) | RAS |   |
| Indicateur 3.2Pourcentage de Femmes Elues Locales par rapport au nombre total d’élus |  5% des maires élus  | Au moins 10% de femmes maires  | 7,96% de femmes maires ET 3,22% de femmes conseillères régionales (chiffre clé:7.96) |  |   |
| Indicateur 3.3  |   |   |   |   |   |
| Produit 3.1Le cadre légal relatif aux élections est révisé pour encourager la représentation des femmes | Indicateur 3.1.1Nombre de séances de plaidoyers en faveur du projet de loi relatif à la promotion des droits politiques des femmes dans les assemblées élues. | - | Au moins 5 séances de plaidoyer organisées |  (chiffre clé:3) |  |   |
| Indicateur 3.1.2Nombre de leaders communautaires, autorités préfectorales, les élus locaux qui sont mieux informés sur le rôle de la femme dans la prise de décision et leur rôle dans la prévention des violences en période électorale  | - | 50 leaders | En cours (chiffre clé:0) |  |   |
| Produit 3.2Les capacités des femmes et des jeunes filles en leadership sont renforcées | Indicateur 3.2.1Nombre de femmes et de jeunes filles qui ont les capacités renforcées en leadership | - | 100 femmes et jeunes filles coachées  | 192 femmes et jeunes filles dont les capacités ont été renforcés (chiffre clé:192) |  |   |
| Indicateur 3.2.2Nombre de cellules d’appuis aux femmes candidates créées | - | Au moins 1 cellule créée | 2 cellules d'appui mise en place (chiffre clé:2) |  |   |
| Produit 3.3La population et les partis politiques sont sensibilisés à la question de la violence à l’égard des femmes en politique | Indicateur 3.3.1Nombre de sessions de campagnes organisées sur la question de la violence à l’égard des femmes en politique | - | 25 sessions de compagnes dont au moins une campagne dans chaque localité cible du projet  | 2 sessions sur les violences organisées (chiffre clé:2) |  |   |
| Indicateur 3.3.2Document de stratégie élaboré et adopté | - | Le document de stratégie élaborée et adoptée | Consultante recrutée. Collecte des données en cours (chiffre clé:1) |  |   |
| **Résultat 4**  | Indicateur 4.1  |   |   |   |   |   |
| Indicateur 4.2  |   |   |   |   |   |
| Indicateur 4.3  |   |   |   |   |   |
| Produit 4.1  | Indicateur 4.1.1  |   |   |   |   |   |
| Indicateur 4.1.2  |   |   |   |   |   |
| Produit 4.2  | Indicateur 4.2.1  |   |   |   |   |   |
| Indicateur 4.2.2  |   |   |   |   |   |
| Produit 4.3  | Indicateur 4.3.1  |   |   |   |   |   |
| Indicateur 4.3.2  |   |   |   |   |   |

**PARTIE 2: PROGRÈS FINANCIER INDICATIF DU PROJET**

* 1. **Commentaires sur l'état des progrès financiers globaux du projet**

Veuillez évaluer si les dépenses financières du projet sont sur la bonne voie, en retard ou en retard, par rapport aux plans de projet:

Combien de tranches de budget de projet ont été perçues à ce jour et quel est le niveau global des dépenses par rapport au budget total et par rapport à la tranche (s) reçue (s) jusqu'à présent: Toutes les tranches ont été perçues. Le taux global d'éxécution est de 78 %, soit des dépenses de 1 172 749 sur 1 500 000.

Quand comptez-vous demander le paiement de la tranche suivante, si des tranches restent à payer: -

Si les dépenses sont retardées ou non-conformes aux plans, veuillez fournir une brève explication (limite de 500 caractères):

 -

Veuillez indiquer quel montant $ a été prévu (dans le document de projet) pour les activités axées sur l'égalité des sexes ou l'autonomisation des femmes et combien a été effectivement alloué à ce jour: -

Veuillez remplir et joindre l'annexe A sur les progrès financiers du projet, **en utilisant le tableau du budget du projet (en Excel) et en ajoutant les informations sur le niveau des dépenses / engagements à ce jour**, même si les montants sont indicatifs seulement.

1. La date de commencement actuelle est la date du transfert des fonds par MPTF-O aux organisations recipiendiaires. [↑](#footnote-ref-1)
2. La duree maximum des projets IRF est de 18 mois et celle des projets PRF est de 36 mois. [↑](#footnote-ref-2)